TI-KÊR SANT-MARTIN-WAR-AR-MAEZ
(PENN-AR-BED)

MAIRIE
DE
St-MARTIN-DES-CHAMPS
(FINISTÈRE)

# PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 FÉVRIER 2016 À 18 H 30

**ÉTAIENT PRÉSENTS** :
A. **BELLANGE** - M.J. **BERTOUX** - J. **CLOAREC** - M. **COCHERIL** - F. **FER** - V. **FILY** - J.G. **FLOC'H** - M. **GIREAULT** - L. **GOLIAS** - F. **HAMON** - J.P. **HERVET** - A.S. **LE BRIS** - J.J. **LECHAUVE** - S. **LE GALL-COUTELLER** - R. **LE JEUNE** - S. **LE PINVIDIC** - Y. **LOHIER** - P. **MADEC** - M. **MADEC-CLEÏ** - A. **MARTIN** - A. **OLIVIER** - Y. **RIOU** - M. **ROUSIC** - G. **VANDERSTRAETEN-PERON**

**ABSENTES EXCUSÉES** : D. **BROUDIN** - M.T. **DELORME** - N. **GARION**

**PROCURATIONS** :
Mme D. **BROUDIN** a donné pouvoir à Mme F. **FER**
Mme M.T. **DELORME** a donné pouvoir à Mme M. **GIREAULT**
Mme N. **GARION** a donné pouvoir à M. M. **ROUSIC**

********

M. S. **LE PINVIDIC** a été nommé secrétaire de séance.

********

Monsieur **Hamon** ouvre la séance du conseil municipal à 18 h 30.

Trois personnes sont absentes et ont donné pouvoir :
Mme D. **Broudin** a donné pouvoir à Mme F. **Fer**
Mme M.T. **Delorme** a donné pouvoir à Mme M. **Gireault**
Mme N. **Garion** a donné pouvoir à M. M. **Rousic**

En l'absence d'observations relatives au procès-verbal du conseil municipal du 18 janvier 2016, Monsieur **Hamon** demande son approbation.
Celui-ci est approuvé à l'unanimité.
Le secrétaire de séance est Serge **Le Pinvidic**.

## I - FINANCES

### ① DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL : AMENAGEMENT DE SECURITE ROUTE DE SAINTE-SEVE

**Rapporteur** : Monsieur **Hamon**.

*Par délibération n°2016/5 du 18 janvier 2016, le conseil municipal a approuvé le projet et le plan de financement de l'opération d'aménagement de sécurité route de Sainte-Sève.*

Par courrier du 03 février 2016, le Préfet du Finistère informe les maires de la mise en œuvre d'un fonds de soutien à l'investissement public local (F.S.I.L.) crée par la loi de finances pour 2016.

Ce fonds de soutien à l'investissement local, doté de 800 M € est composé de deux enveloppes :
- Une première est destinée au soutien des projets d'investissements des communes et EPCI.
- Une seconde est dédiée au soutien à des projets en faveur de la revitalisation des bourgs-centres.

Pour la Bretagne, cet effort financier en faveur de l'investissement local se traduit par une dotation de près de 50 M €.
Les opérations d'aménagement d'espaces publics sont éligibles.
Pour rappel le coût estimé de l'opération est de 156 300.00 € HT.
Il est donc proposé de revoir le plan de financement en intégrant une participation de l'État au titre du FS.I.L.

| | **Taux sollicité** | **Participation** |
|---|---|---|
| ***Conseil départemental du Finistère*** | 10% | 15 630.00 |
| ***D.E.T.R.*** | 20% | 31 260.00 |
| ***T.E.P.C.V.*** | 20% | 31 260.00 |
| ***F.S.I.L.*** | 30% | 46 890.00 |
| ***Commune*** | 20% | 31 260.00 |
| ***Total*** | 100% | 156 300 |

Le dossier a été examiné en commission finances du 8 février 2016 et en commission environnement-bâtiments – agriculture et urbanisme – voirie- sécurité du 16 février 2016.

Il est demandé aux membres du conseil municipal :
- de se prononcer sur le plan de financement tel que proposé,
- d'inscrire les crédits correspondant au budget de la commune,
- d'autoriser Monsieur Le Maire à solliciter les subventions correspondantes dont le FSIL.

Monsieur **Hamon** précise que les subventions sont cumulables.
Les travaux seront à faire en 2016.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, à l'unanimité des vingt-sept suffrages exprimés :
- se prononcent favorablement sur le plan de financement tel que proposé,
- décident d'inscrire les crédits correspondant au budget de la commune,
- autorisent Monsieur Le Maire à solliciter les subventions correspondantes dont le FSIL.

## ② DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL : REHABILITATION DU SITE DU BINIGOU

**Rapporteur** : Monsieur **Riou**.

*Par courrier du 3 février 2016 le Préfet du Finistère informe les maires de la mise en œuvre d'un fonds de soutien à l'investissement public local (F.S.I.L.) créé par la loi des finances pour 2016.*

Ce fonds de soutien à l'investissement local, doté de 800 M € est composé de deux enveloppes :

- Une première est destinée au soutien des projets d'investissements des communes et EPCI.
- Une seconde est dédiée au soutien à des projets en faveur de la revitalisation des bourgs-centres.

Pour la Bretagne, cet effort financier en faveur de l'investissement local se traduit par une dotation de près de 50 M €.
Concernant la thématique des équipements publics, les opérations de réhabilitation d'équipements des services à la population sont éligibles.
Le dossier de réhabilitation du site du Binigou peut être financé via le F.S.I.L.
Cette opération sera inscrite au budget primitif 2016 de la commune.

L'investissement s'élèvera à 625 000,00 € HT.
Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

| | **Montant travaux** | **Taux** | **Participation** |
|---|---|---|---|
| ***F.S.I.L.*** | 625 000 | 80% | 500 000 |
| ***Commune*** | 625 000 | 20% | 125 000 |
| | | ***Total*** | 625 000 |

Il a été demandé aux membres de la Commission finances de se prononcer sur ce plan de financement prévisionnel afin de solliciter le FSIL.

Le dossier a été examiné en commission finances du 8 février 2016 et en commission environnement-bâtiments – agriculture et urbanisme – voirie – sécurité du 16 février 2016.

Il est demandé aux membres du conseil municipal :
- de se prononcer sur le plan de financement tel que proposé,
- d'inscrire les crédits correspondant au budget de la commune,
- d'autoriser Monsieur Le Maire à solliciter la subvention au titre du FSIL.

Monsieur **Riou** rappelle que le dossier a été également vu en commission urbanisme - travaux du 16 février 2016.
Monsieur **Madec** fait remarquer que l'inscription est de 625 000 € dans le rapport alors que dans le plan prévisionnel d'investissement il est de 650 000 €.
Monsieur **Hamon** répond qu'un plan prévisionnel d'investissement est ajustable.
Le dossier de réhabilitation du site n'est pas encore finalisé. On s'est basé sur des ratios de coûts au mètre carré pour déterminer le prix.
Madame **Bertoux** se demande pour quelle raison on ne se base pas sur les 650 000 € du plan prévisionnel d'investissement.
Monsieur **Hamon** répond que le programme prévisionnel d'investissement n'est pas gravé dans le marbre, il évolue, c'est un outil d'aide à l'investissement modifiable en permanence.
Il faut que la demande de subvention soit préalable aux travaux. Il va falloir que les services travaillent d'arrache-pied pour finaliser les dossiers afin de ne pas passer à côté de cette subvention.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, à l'unanimité des vingt-sept suffrages exprimés :
- se prononcent favorablement sur le plan de financement tel que proposé,
- décident d'inscrire les crédits correspondant au budget de la commune,
- autorisent Monsieur Le Maire à solliciter les subventions correspondantes dont le FSIL.

## ③ DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016

**Rapporteurs** : Monsieur **Hamon**.
Monsieur Le Maire présente le débat d'orientations budgétaires ci-après.

# Mairie de Saint-Martin-des-Champs

## DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016

### Données au niveau national : Eléments de cadrage

- Déficit public : 3,3 % du PIB (3,8% en 2015), niveau inégalé depuis 2008,
- Dette publique totale : 96,5 % du PIB (en voie de stabilisation),
- Hypothèse de croissance : 1,2 %,
- Variations du pouvoir d'achat : +1,5 % (confiance des ménages à la hausse),

## Données au niveau national : Répartition de l'effort

- 50 Md€ d'économies sur 2015-2017, se répartissant
  -entre l'Etat (19 Md€),
  -La Sécurité Sociale : (20 Md€),
  -Les Collectivités (11Md€),
  au prorata de leur part dans la dépense publique.



## Données au niveau national : Répartition de l'effort

- Pour les collectivités, en 2016 : -3,67 Md€ de dotations :
  dont - 2,07Md€ pour le bloc communal, soit
  - 1,449 Md€ pour les communes et
  - 0,621Md€ pour les EPCI.
- La réforme de la DGF interviendra en 2017.



M. **Golias** précise que la loi de finances 2016 prévoit de nouvelles dispositions applicables à la DGF pour 2017. La DGF par habitant sera de 75 €. Cependant cette DGF sera encadrée entre 95 % et 105 % de la DGF 2016. Il est prévu 250 000 € en 2015 soit seulement plus 5 % en 2017.

## Niveau communal : des recettes à la baisse et dépenses à maîtriser

- Baisse de la DGF :
  - 2013 : 520 821 €
  - 2014 : 475 175 €
  - 2015 : 370 717 €
  - 2016 : 250 000 € ( moins 52 % en 4 ans).
- Impact des TAP : 94 000 € (reste à charge commune)
- Maintien des charges à caractère général,
- Baisse des dépenses de personnel,



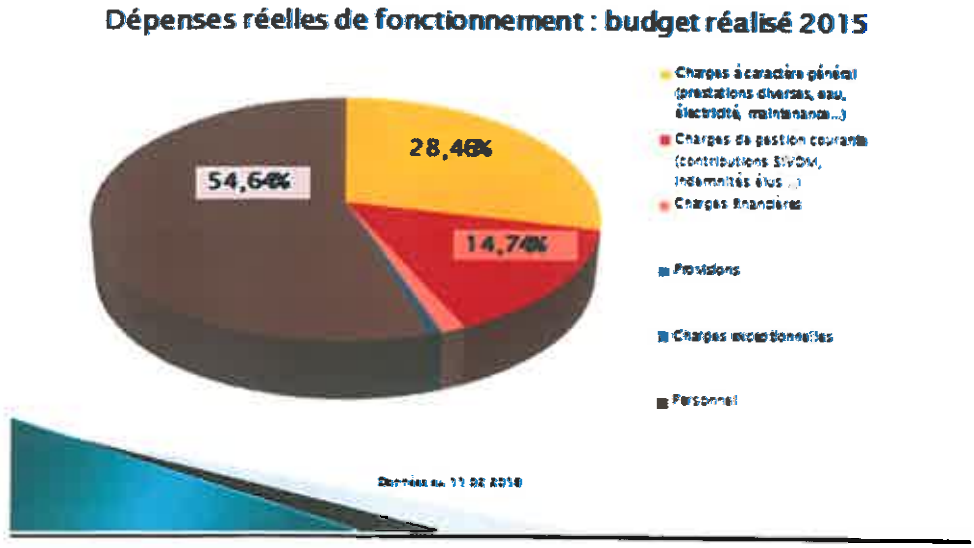
M. **Golias** fait savoir que la baisse de la DGF aura des conséquences sur l'autofinancement. Ce dernier passerait de 722 000 € à 439 000 €, soit une baisse de 39 %.

## Données au niveau national :

- Revalorisation des valeurs locatives servant de base aux impositions locales de 1% en 2016.



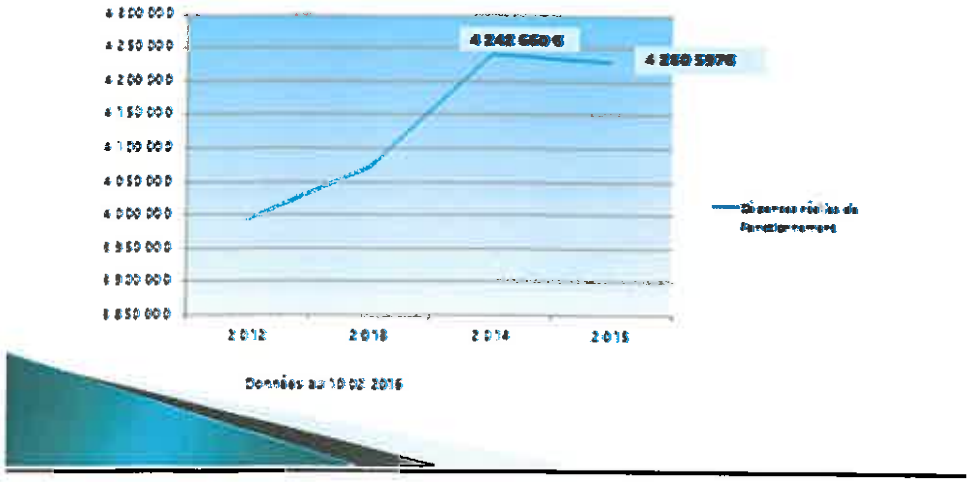
# Fonctionnement




M. **Golias** indique qu'il a été constitué des provisions pour les acquisitions du pôle gare : 15 000 €.
M. **Hamon** précise que les chiffres donnés sont ceux établis au 11 février et qu'ils ne sont pas définitifs. Il faut attendre que le compte administratif soit établi pour avoir des chiffres définitifs.

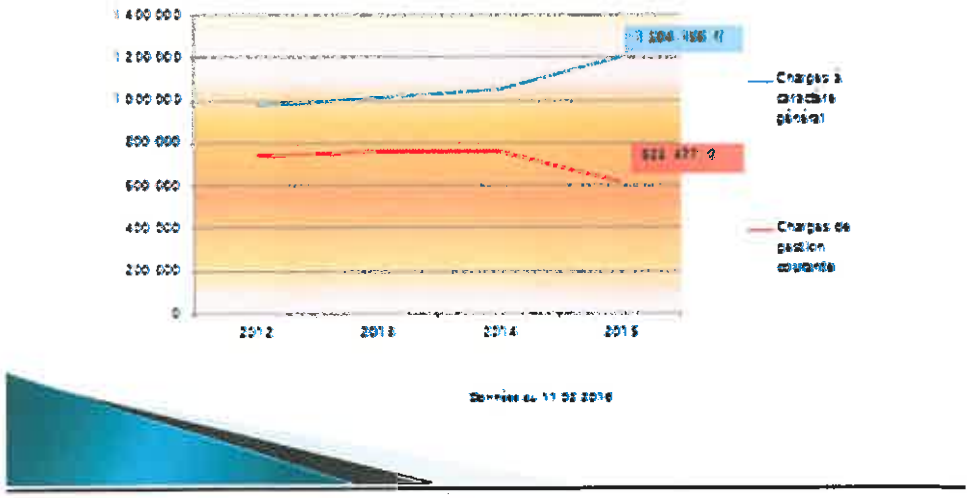
# Fonctionnement

- Evolution des dépenses réelles totales



# Fonctionnement

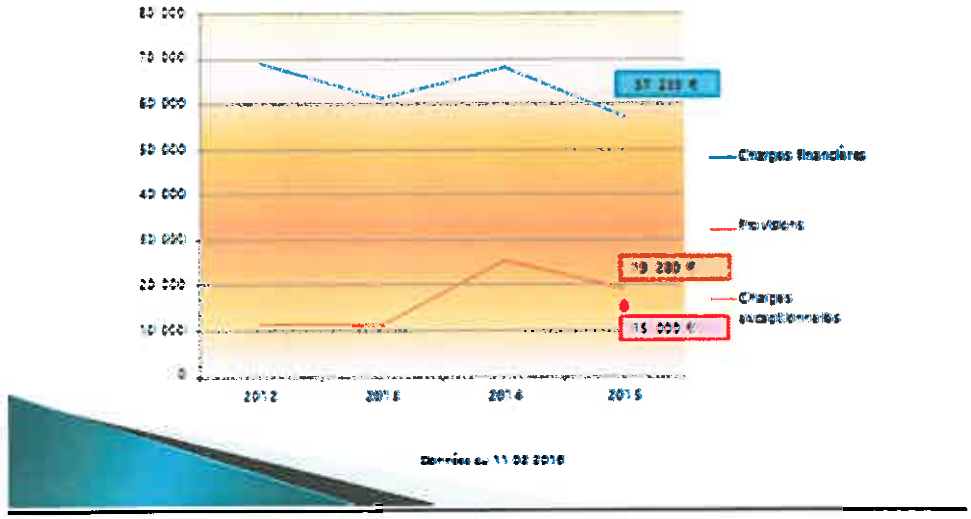
## Evolution des dépenses réelles



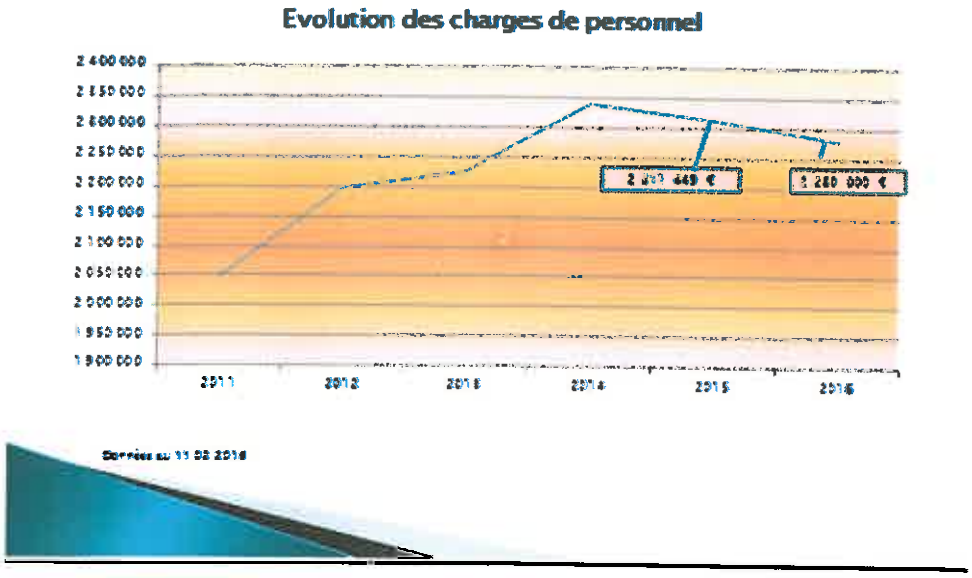

M. **Golias** ajoute que ces chiffres s'expliquent par la suppression de la Caisse des Ecoles. L'achat des repas sur le compte commune fait augmenter les charges à caractère général. Par contre les charges de gestion courante diminuent puisque le budget commune ne verse plus de subvention d'équilibre à la Caisse des Ecoles.

# Fonctionnement

## Evolution des dépenses réelles



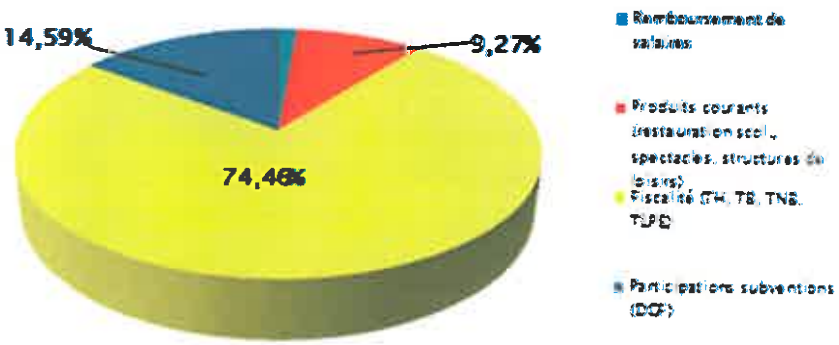
# Evolution des charges de personnel




M. **Hamon** précise que les charges de personnel ont diminué en 2015 par rapport au prévisionnel. Pour 2016, il est prévu un montant de charges de personnel de 2 280 000 €, soit une nouvelle baisse.

# Fonctionnement

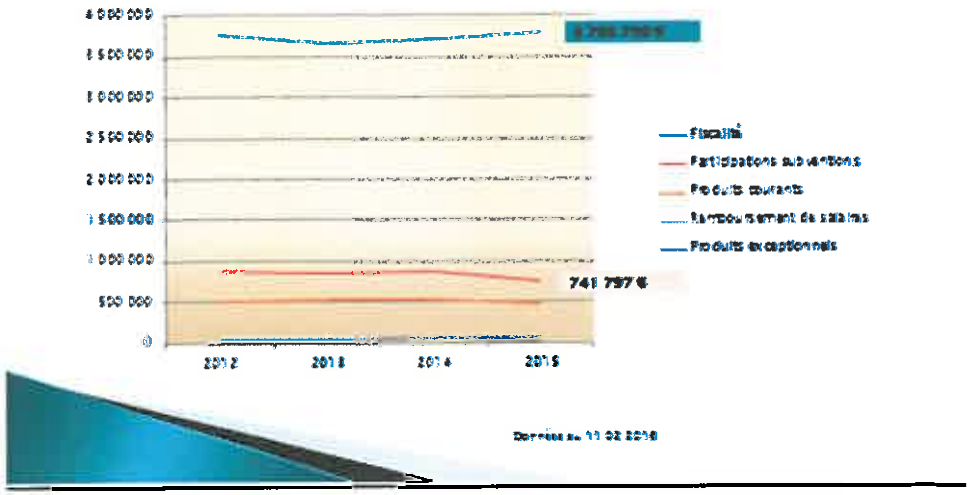
- **Recettes réelles de fonctionnement budget réalisé 2015**




M. **Hamon** souligne que la fiscalité représente la majeure partie des recettes de la commune.
Les recettes de fonctionnement ont diminué de 3 % en 2015 et vont encore diminuer de 3 % en 2016, ceci en raison de la baisse de la DGF. De plus l'attribution de compensation de Morlaix Communauté va diminuer de 11 000 € en raison du transfert de compétence PLUI.

# Fonctionnement

› Evolution des recettes réelles de fonctionnement




# Fiscalité

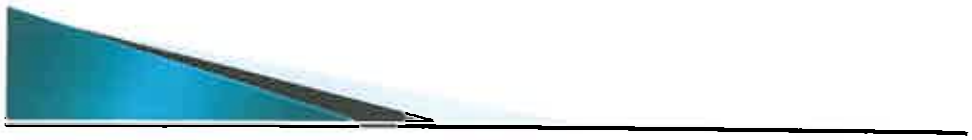
› Produits réalisés 2015 :

| | Bases 2015 | Taux actuels | Produits 2015 |
|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 7 271 479 | 13,04% | 948 201 |
| Taxe sur le foncier Bâti | 8 165 503 | 14,34% | 1 170 995 |
| Taxe sur le foncier Non Bâti | 86 526 | 39,27% | 35 207 |
| | | | 2 154 343 |

M. **Golias** indique que les bases de Taxe d'Habitation pour 2015 sont supérieures à ce qui était prévu. Un certain nombre de ménages ont perdu le bénéfice d'exonérations en raison de la suppression de la demi-part fiscale.

- Produits 2016 avec les bases revalorisées de 1% à taux constants :

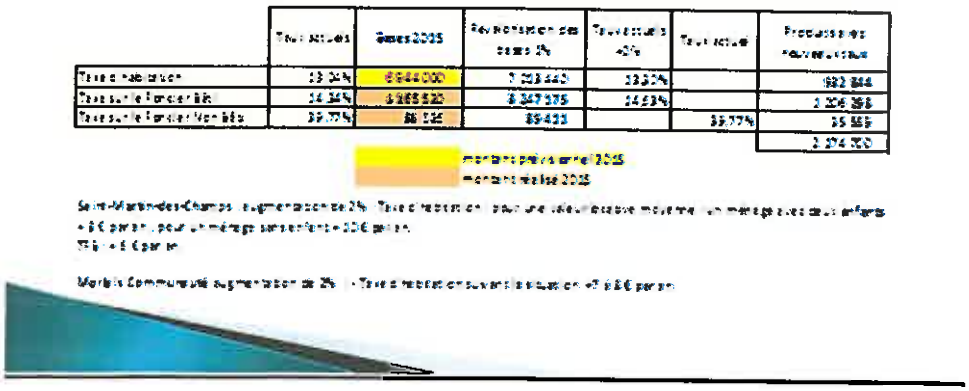
| | Bases 2015 | Revalorisation 1% | Taux actuels | Produits à taux constants |
|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 7 271 479 | 7 344 194 | 13,04% | 957 683 |
| Taxe sur le Foncier Bâti | 8 165 520 | 8 247 175 | 14,34% | 1 182 645 |
| Taxe sur le Foncier Non Bâti | 88 526 | 89 411 | 39,77% | 35 559 |
| | | | | 2 175 887 |



Pour 2016, il est prévu une augmentation des bases de 1 %. De plus les bases 2016 même à taux constant ne seront pas identiques à celles de 2015. En effet, il va être rétabli l'exonération des familles, notamment pour les veufs et veuves.

# Fiscalité

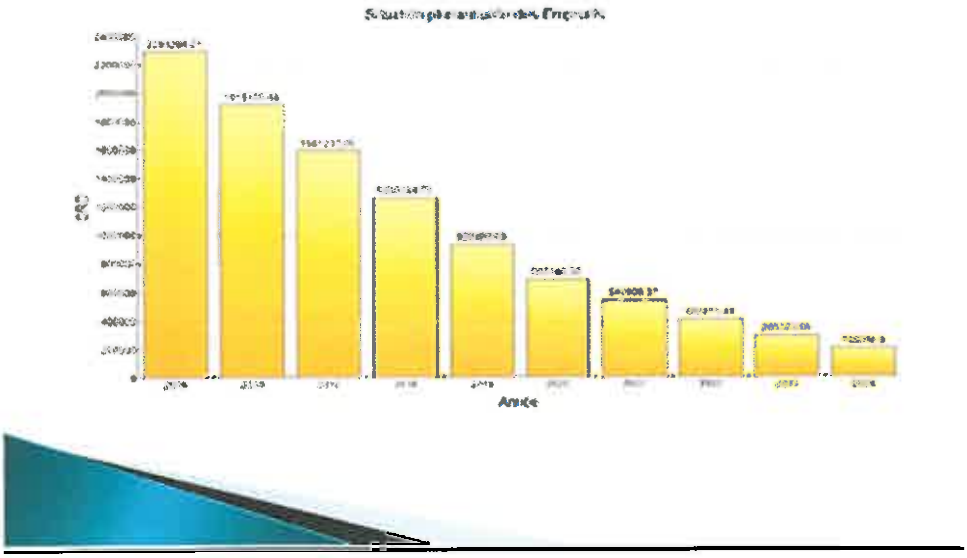
- Produits 2016 avec des bases revalorisées de 1% et des taux augmentant de 2% :



Il est donc envisagé pour 2016 une augmentation des taux d'imposition pour la TH et la TFB de 2 %. Il n'y aura pas d'augmentation de la TFNB.
M. le Maire rappelle que la commune de Saint-Martin-des-Champs est une des communes pour lesquelles la pression fiscale est la moins élevée.
Elle est classée par rapport aux autres communes de Morlaix Communauté dans le premier tiers, pour lequel les taux sont les moins élevés.
La valeur locative moyenne d'une famille avec un enfant est de 800 €, alors que la valeur locative moyenne de la communauté atteint 1 056 €, soit moins 20 % à Saint-Martin-des-Champs.

M. **Golias** ajoute que l'on maintient l'abattement de 15 % contrairement à certaines communes.

# Endettement : remboursement du capital restant dû

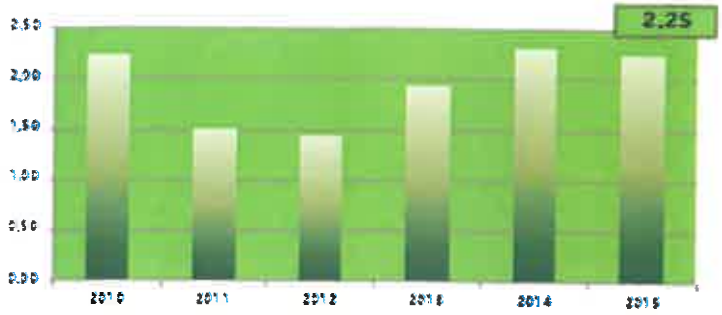



Normalement, sauf démarrage d'investissements, il ne devrait pas y avoir de nouvel emprunt en 2015.

# Endettement :



# Capacité de désendettement :

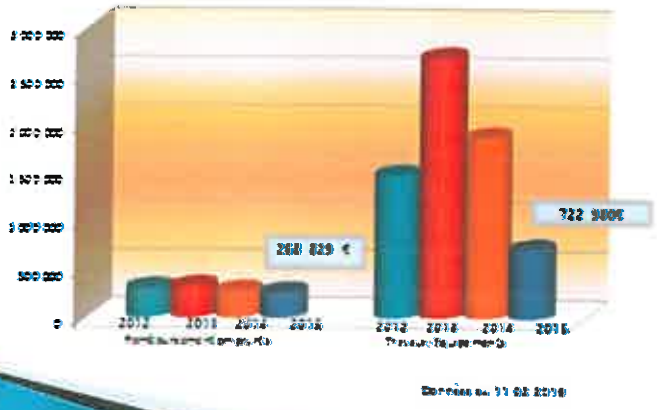



Moins de 8 ans : zone verte – De 8 à 11 ans : zone médiane - De 12 à 15 ans : zone orange - Plus de 15 ans : zone rouge

La capacité de désendettement est bonne pour la commune de Saint-Martin-des-Champs.

# Investissements

- **Evolution des dépenses d'équipement de 2012 à 2015**

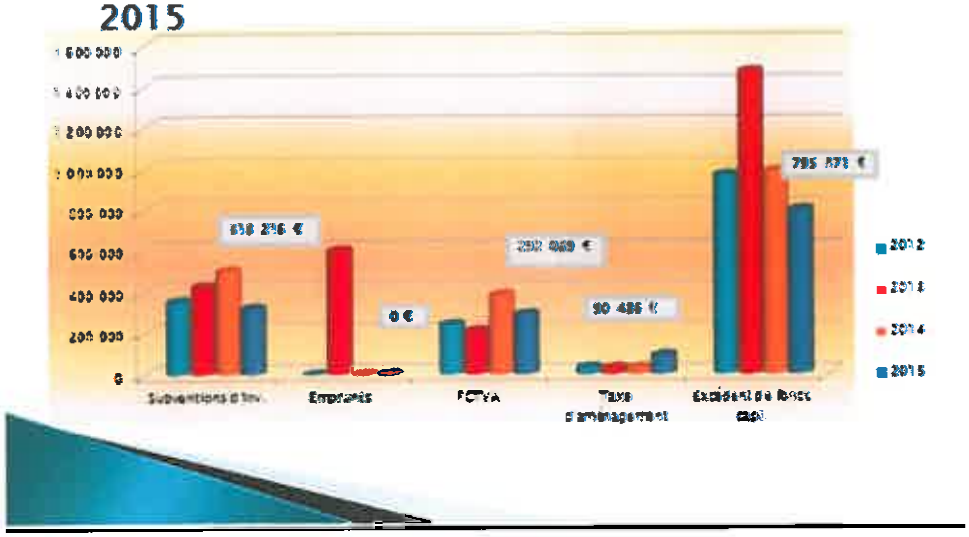



Des investissements conséquents sont réalisés régulièrement :

- 2013 : le boulevard Saint-Martin,
- 2014 : la médiathèque.

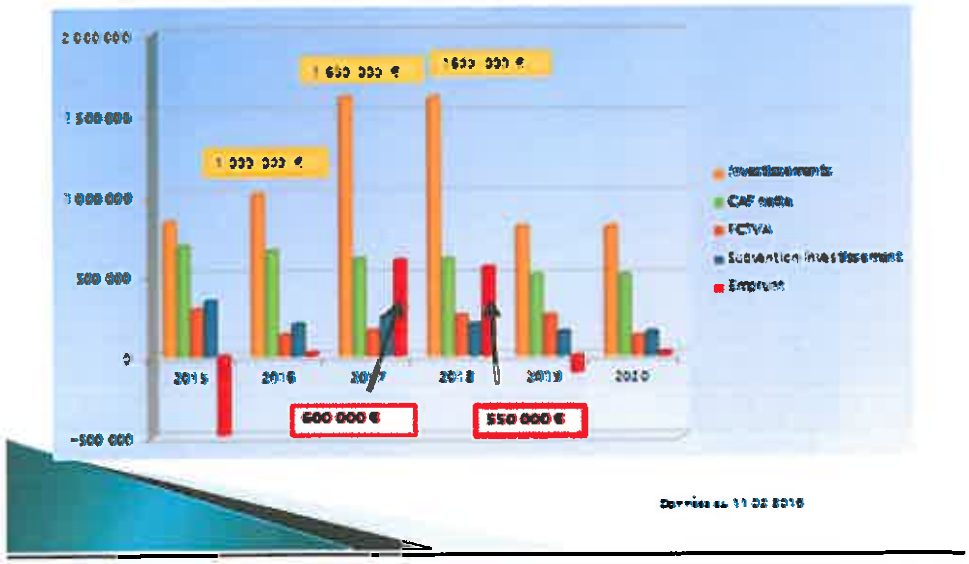
# Investissements

- **Evolution des recettes d'investissement de 2012 à 2015**




L'excédent de fonctionnement capitalisé en 2015 est important : 795 371 €. Le FCTVA est quant à lui fonction des travaux. Aucun emprunt n'a été contracté en 2015.
Des reliquats de subventions ont été versés en 2015 pour la médiathèque.

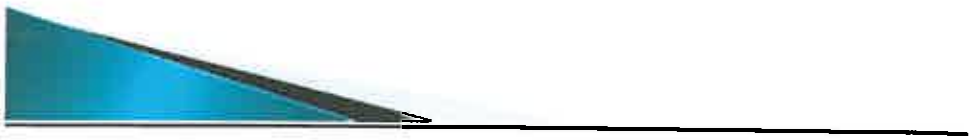
# Capacité d'investissement :




En 2016, il est prévu de réaliser 1 000 000 € d'investissements, et sur les deux années suivantes 1 600 000 € par année.
Il est à noter que la CAF nette reste d'un niveau constant.

## Capacité d'investissement :

- Des investissements de :
- - 1 000 000 € en 2016,
- - 1600 000 € en 2017 et 2018,
- - 800 000 € en 2019 et 2020,
- nécessiteraient un emprunt de 1150 000 € mobilisé sur deux années en 2017 et 2018, l'annuité serait de 92 000 € pour un emprunt à TEG 2,5% sur 15 ans.



## Investissements

- **Programme pluriannuel d'investissements**
- Annexe 2 Tableau PPI au 28012016.xls



**Programme pluriannuel d'investissements section bâtiments**
Présentation au Conseil municipal par M. **Rousic** (voir annexe 1).

• Ecole du Binigou : réaménagement.
Il est prévu 50 000 € en 2016, mais cette somme est susceptible d'évoluer en fonction des réponses pour le dossier FSIL.

• Ecole Jules Ferry : un comité de pilotage pour la réhabilitation a été mis en place et une première réunion a eu lieu fin février 2016.

• Ecole du Gouélou : réalisation d'une salle des maîtres fermée à la demande des enseignants.
Aménagement de la sécurisation du site en dehors des heures d'accueil de l'école par la pose de grillages et portail compatibles avec Vigipirate.

• Divers bâtiments : il est prévu diverses petites interventions (51 120 €).

• Etudes de programmation : trois audits énergétiques seront réalisés en lien avec le programme TEPCV.

• Commission d'accessibilité : la prochaine commission aura lieu courant mars.
Le calendrier de l'Ad'ap est à faire sous le délai de six ans.

**Programme Pluriannuel d'Investissements section Voirie**
Présentation par M. **Riou**.

• TEPCV : inscription de 187 600 € pour l'aménagement de la sécurité routière de la route de Sainte-Sève.

• Réserves foncières : inscription de 250 000 € pour les acquisitions dans le périmètre quartier de la gare, notamment pour l'acquisition de l'ex-garage Renault rue Jean Jaurès, et les autres ventes qui pourraient survenir.

• Effacement des réseaux : 102 000 €, va de pair avec le chantier de la route de Sainte-Sève.

• Cimetière : 10 000 € pour la création d'un jardin du souvenir. Des visites seront programmées pour voir des réalisations communales et bâtir un projet.

• Quartier de la gare : poursuite de l'étude de réhabilitation engagée par le Cabinet Alphaville.

• Environnement : environ 30 000 € pour l'aménagement des espaces verts du PN 273 qui seront effectués par la commune et remboursés par R.F.F. ; 40 000 € pour la poursuite de la pose des containers enterrés.

M. **Hamon** remercie pour cette présentation du D.O.B qui donne la réalité des chiffres en dépenses et en recettes en fonctionnement et en investissement.

M. **Madec** fait remarquer qu'il est prévu une augmentation des impôts de 2 %, une augmentation des valeurs **des** valeurs locatives , une augmentation des impôts perçus par Morlaix Communauté et le Conseil départemental du Finistère.
Ceci entraînera une augmentation moyenne de 30 € des impôts locaux par an pour les ménages soit largement plus que l'inflation.
Ne peut-on revoir le P.P.I afin de faire des économies et éviter l'augmentation des impôts des ménages ?

M. **Hamon** répond que le budget de fonctionnement est déjà très serré.
M. **Madec** rappelle que lors de la campagne électorale, le groupe majoritaire avait déclaré ne pas vouloir augmenter les impôts. Les familles vont être pénalisées.
M. **Hamon** précise que durant la campagne électorale, il n'avait pas pris cet engagement mais celui de contenir la hausse des impôts.

M. **Hamon** rappelle qu'il n'y a pas eu d'augmentation des impôts locaux sur la commune depuis six ans. Saint-Martin-des-Champs est une collectivité où la pression fiscale est peu élevée. La moyenne sur la communauté est de 1 056 € et à Saint-Martin-des-Champs une famille avec enfant paie 800 € environ. La commune est d'ailleurs pénalisée au niveau des subventions en raison de la capacité à lever l'impôt. Les recettes étant en baisse de 3 %, il faudra faire des économies sur les dépenses de fonctionnement.

M. **Madec** fait observer que l'Etat a imposé les Temps d'activités périscolaires aux communes, ce qui augmente les dépenses de fonctionnement.

M. **Hamon** convient que l'Etat confie des missions aux collectivités locales sans les compensations financières nécessaires. Toutefois la commune va maintenir les services, malgré une baisse de recettes de 6 %.

M. **Madec** demande s'il ne faut pas envisager de réaliser des économies par la mutualisation des services.

M. **Hamon** répond que c'est l'avenir, mais qu'on n'en est qu'aux prémices. Le temps de retour sera long et toutes les collectivités ne sont pas au même niveau d'attente. On ne pourra travailler qu'avec des communes de mêmes strates. Lors de chaque départ en retraite, la commune verra si on ne peut pas mutualiser les postes pour éviter les doublons.

M. **Madec** souhaite connaître la position de Saint-Martin-des-Champs sur une possibilité de fusion avec Morlaix. En effet, si la ville de Morlaix n'arrive pas à 15 000 habitants, elle risque de perdre des services de la Sous-Préfecture, et des services administratifs. Il serait temps de se mettre autour d'une table pour y réfléchir avent que la fusion ne soit imposée.

M. **Hamon** répond que 15 000 habitants, ce n'est pas viable au niveau régional. Il faudra trouver un périmètre juste. Mais il précise que les Saint-Martinois ne verront pas d'un bon œil la fusion avec Morlaix. Il indique aussi qu'une autre piste de travail consisterait à ce que toutes les villes de Morlaix Communauté se regroupent. Si Saint-Martin-des-Champs et Morlaix fusionnent, les Saint-Martinois seront mis à contribution. Ils sont déjà solidaires pour l'eau et l'assainissement. Ils paient plus cher aussi le ramassage des ordures ménagères.

En conclusion, M. **Hamon** fait remarquer que le projet de budget est ambitieux par rapport aux baisses des dotations.

## ④ TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE - CONVENTION D'ASSISTANCE A LA MISE EN RECOUVREMENT

**Rapporteur** : Monsieur **Riou**.

La SAS Go Pub Conseil sise 1, allée du Couédic à VANNES (56000) propose la signature d'une convention d'assistance pour la mise en recouvrement de la TLPE pour l'année 2016.

La convention est proposée pour l'année 2016 et pourra être renouvelée à son terme pour une durée de 12 mois dans la limite de trois renouvellements par reconductions expresse (jointe en annexe 2).

Les prestations comprises à la convention d'assistance sont :

- le contrôle des activités taxables, des préenseignes et des dispositifs publicitaires et vérification des dispositifs déclarés,
- l'insertion des données au sein de la base de données,
- l'assistance juridique et technique dans le déroulement de la procédure de recouvrement conformément au décret du 11 mars 2013 : envoi des formulaires de déclaration pré-remplis, taxation d'office, procédure de rehaussement contradictoire, médiation, liquidation par l'émission de titres collectifs par le biais de la procédure PESV2.

Le prix proposé pour la prestation est de 13 500 € HT pour l'année 2016. Il était de 13 500 € HT en 2015 également.

Le dossier a été examiné en commission finances du 8 février 2016.

Il est demandé aux membres du conseil municipal de se prononcer sur la convention telle que proposée. En cas de décision favorable, de donner délégation à monsieur Le Maire pour la signature de cette convention et sa mise en œuvre.

Madame **Bertoux** demande si on a changé de société prestataire.
Il lui est répondu que c'est la même société qui a changé d'adresse.
Elle fait remarquer que la périodicité du paiement a changé par rapport à l'an passé.
En 2015 : trois versements de 35 %, 35 % et le solde au 1er décembre.
En 2016 : quatre versements de 35 %, 22 % et 28 % et le solde en novembre.

Madame **Conan-Madec** indique que la société prestataire s'engage à effectuer les tests préalables à l'intégration des bases de données TLPE 2016 pour la facturation dans le système informatique de la commune pour le 30 juin 2016 au plus tard.
Madame **Bertoux** remarque qu'il était temps de prendre la délibération car la convention doit être signée avant le 18 février 2016.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, par vingt-trois voix favorables et quatre voix contre (Mme **BERTOUX**, Mme **LE BRIS**, M. **LE JEUNE** et M. **MADEC**) :
- se prononcent favorablement sur la convention jointe en annexe 2,
- donnent délégation à monsieur Le Maire pour la signature de cette convention et sa mise en œuvre.

## ⑤ PARTICIPATION AUX TRAVAUX DE L'EGLISE SAINT-MARTIN

**Rapporteur** : Monsieur **Hamon**.

En 2016 la ville de Morlaix va installer un détecteur de gaz carbonique dans la chaufferie de l'église Saint-Martin dans le cadre de la lutte contre les risques d'asphyxie pour un montant de 2959.76€ TTC soit 2466.46€ HT.

Conformément aux accords avec la ville de Morlaix concernant l'église de Saint-Martin, la commune de Saint-Martin-des-Champs est associée à ce projet et est sollicitée pour participer à hauteur de 50% des dépenses hors taxes soit 1233.23 € HT.

Le conseil municipal de la ville de Morlaix a délibéré concernant ce dossier le 3 février 2016.

Le dossier a été examiné en commission finances du 8 février 2016.

Il est demandé aux membres du conseil municipal de se prononcer sur cette participation.
En cas de décision favorable, de donner délégation à monsieur Le Maire pour la mise en œuvre de cette décision.
Les crédits correspondants seront alors inscrits au budget 2016 de la commune.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, à l'unanimité des vingt-sept suffrages exprimés :
- se prononcent favorablement sur la participation financière, telle que présentée, pour l'installation de détecteurs de gaz carbonique dans la chaufferie de l'église Saint-Martin,
- donnent délégation à monsieur Le Maire pour la mise en œuvre de cette décision.
- précisent que les crédits correspondants seront alors inscrits au budget 2016 de la commune.

## ⑥ UTILISATION DES CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE 020 « DEPENSES IMPREVUES » DU BUDGET PREVISIONNEL 2015 DE LA COMMUNE

**Rapporteur** : Monsieur **Hamon**.

Il a été inscrit la somme de 10 000 €, au chapitre 020 - article 020 « Dépenses imprévues » en section investissement du budget prévisionnel 2015 de la commune.

Afin d'enregistrer comptablement les travaux en régie au chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » en dépenses d'investissement, il a été nécessaire d'affecter 10 000 € de dépenses imprévues à ce dernier chapitre. Les crédits initiaux inscrits au chapitre 040 étaient de 52 200 € et s'élèvent désormais à 62 200 €.

Cette procédure est réalisée conformément à l'article L. 2322-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui permet à l'exécutif de la collectivité de répondre rapidement à des besoins budgétaires. A la première séance qui suit l'ordonnancement de chaque dépense, le maire rend compte au conseil municipal. Il est donc rendu compte de cette affectation de crédits au prochain conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 27.
Le prochain conseil municipal aura lieu le jeudi 24 mars 2016 à 18 h 30.

A **SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS**,
Le 08 mars 2016

Le secrétaire de séance,
M. Serge **LE PENVIDIC**

Le Maire,
François **HAMON**

## Programme Pluriannuel Investissements - BATIMENTS

| | Dépenses | Recettes | Reste à finance | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ateliers Municipaux** | | | | | | | | | |
| Regroupement | 600 000 | | 600 000 | | | | | | |
| **Ecole du binigou** | | | | | | | | | |
| Réamenagement | 650 000 | | 650 000 | | 50 000 | 300 000 | 300 000 | | |
| **Petite Enfance** | | | | | | | | | |
| Crèche collective | 2 040 000 | | 2 040 000 | | | | | | |
| **Ex-Médiathèque** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Stade Route de Plouvorn** | | | | | | | | | |
| Tribunes | | | | | | | | | |
| Club House | | | | | | | | | |
| **Stade Ar Brug** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Ecole Jules Ferry** | | | | | | | | | |
| travaux divers (peinture, fenêtres de toit.....) | | | 0 | 50 000 | | | | | |
| Réhabilitation | 1 660 000 | | 1 660 000 | | 10 000 | 550 000 | 550 000 | 550 000 | |
| **Ecole du Gouélou** | | | | | | | | | |
| Salle des maitres + aménagement extérieurs | | | | | 37 000 | | | | |
| **Centre Gallouédec** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Local jeunes de Kerdéosez** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Salle Omnisports du Gouélou** | | | | | | | | | |
| Réhabilitation | 700 000 | | 700 000 | | | | | | |
| **Résidence Surcouf** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Pôle culturel** | | | | | | | | | |
| suite et fin opération de construction | 2 250 553 | 732 216 | 1 518 337 | 135 000 | | | | | |
| **Eglise Saint - Martin** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Divers bâtiments** | | | | | | | | | |
| Conformité électrique | 47 000 | | 47 000 | 22 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| organigramme de clés | 10 000 | | 10 000 | 10 000 | | | | | |
| Gestion des Chaufferies à distance | 6 300 | | 6 300 | 6 300 | | | | | |
| Divers plomberie | 11 000 | | 11 000 | 6 000 | | | | | 5 000 |
| Aléas/Imprévus | 120 000 | | 120 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| Divers bâtiments | 301 620 | | 301 620 | 75 500 | 26 120 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Mairie** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Etudes de programmation** | | | | | | | | | |
| Participation projet communautaire Epicerie Sociale | 20 000 | | 20 000 | 20 000 | | | | | |
| Audit Ecole Jules Ferry | 6 000 | | 6 000 | | 6 000 | | | | |
| Audit Gymnase du Gouélou | 5 000 | | 5 000 | | 5 000 | | | | |
| Audit Groupe scolaire du binigou | 6 000 | | 6 000 | | 6 000 | | | | |
| Accessibilité ERP | 235 000 | | 235 000 | 5 000 | 30 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Sous totaux annuels** | **8 668 473** | | **7 936 257** | **349 800** | **195 120** | **975 000** | **975 000** | **675 000** | **130 000** |

## Programme Pluriannuel Investissements - VOIRIE

| | Dépenses | Recettes | Reste à finance | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Plan de circulation** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Allée Saint François- Rte de Carhaix** | | | | | | | | | |
| a) Effacement des réseaux | 96 000 | | 96 000 | | | | | | |
| **b) Aménagement voirie** | | | | | | | | | |
| **Déplacements doux** | | | | | | | | | |

Annexe 1

| MAJ 03-01-2012 | Dépenses | Recettes | Reste à finance | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Marquage - signalisation | 20 000 | | 20 000 | | | | | 10 000 | 10 000 |
| TEPCV | 411 600 | | 411 600 | | 187 600 | 112 000 | 112 000 | | |
| **Chemin de Halage** | | | | | | | | | |
| Réhabilitation du Port à Lannuguy | 370 000 | 185 000 | 185 000 | | | | | 92 500 | 92 500 |
| **Espaces Verts** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Reserves Foncières** | | | | | | | | | |
| Terrain Pleudy | [illegible] | | [illegible] | | | | | | |
| Terrain Rascal | 150 000 | | 150 000 | | | | | | |
| Terrain Caroff | [illegible] | | [illegible] | | | | | | |
| Terrain Le Bayon + rue actt jaures | 155 000 | | 155 000 | | | | | | |
| **PEM** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Rue jean jaures/Rue de la mairie** | | | | | | | | | |
| Réhabilitation du quartier de la gare | 1 250 000 | | 1 250 000 | | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 |
| Plan de mise en accessibilité des espaces | 1 092 000 | | 1 092 000 | | | | | | |
| **Route de Ste Sève** | | | | | | | | | |
| a) Enfouissement des réseaux | 100 000 | | 100 000 | | 102 000 | | | | |
| b) Aménagement voirie | 490 500 | | 490 500 | | | | | | |
| **Suppression du PN273** | | | | | | | | | |
| Divers aménagements autour du chantier | | | | | | | | | |
| **Quartier de Pors an Trez** | | | | | | | | | |
| Réhabilitation du quartier | 270 000 | | 270 000 | | | | | | 270 000 |
| | | | | | | | | | |
| **Cimetière** | | | | | | | | | |
| Création colombarium de 20 cases | 9 600 | | 9 600 | 9 600 | | | | | |
| Modification colombarium existant | 11 000 | | 11 000 | 11 000 | | | | | |
| Jardin du souvenir + suppression caveau provisoire | 15 000 | | 15 000 | 5 000 | 10 000 | | | | |
| Gâches électriques | 0 | | 0 | | | | | | |
| Démolition maison ancien cimetière | 0 | | 0 | | | | | | |
| **Etudes de programmation** | | | | | | | | | |
| Révision du PLU | 8 000 | | 8 000 | 4 000 | | | | | 4 000 |
| Etudes quartier de la gare | 22 000 | | 22 000 | 12 000 | 10 000 | | | | |
| Participation étude signalétique zone du Launay | 3 600 | | 3 600 | 3 600 | | | | | |
| Participation travaux : signalétique zone du Launay | 15 900 | | 15 900 | 15 900 | | | | | |
| Dverses études | 5 000 | | 5 000 | | | | | | 5 000 |
| **Signalisation** | | | | | | | | | |
| Horizontale | 85 000 | | 85 000 | 10 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| Verticale | 145 000 | | 145 000 | 20 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 |
| **Environnement** | | | | | | | | | |
| Divers | 166 100 | | 166 100 | 16 100 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| Démolition abris permis de conduire | 3 000 | | 3 000 | | 3 000 | | | | |
| Création de containers enterrés | 70 000 | | 70 000 | 30 000 | 40 000 | | | | |
| **Voirie** | | | | | | | | | |
| Voirie | 614 500 | | 614 500 | 189 500 | 25 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| Divers accessibilité voirie | 10 000 | | 10 000 | 5 000 | | | | | 5 000 |
| **Sous totaux annuels** | **5 493 300** | | **5 308 300** | **331 700** | **697 600** | **532 000** | **532 000** | **522 500** | **806 500** |

**Programme Pluriannuel Investissements - MATERIELS & ENGINS**

| | Dépenses | Recettes | Reste à finance | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Informatique** | | | | | | | | | |
| maintien de la mise à niveau du parc | 137 929 | | 137 929 | 18 180 | 39 749 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| **Réseau Eclairage Public** | | | | | | | | | |
| Amélioration - extensions ( VOIR SIMULATION ) | 250 000 | | 250 000 | 30 000 | 20 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| | | | 0 | | | | | | |
| **Véhicules (2 options / type)** | | | | | | | | | |
| **TEPCV voiture elec + vélo elec** | 40 000 | | 50 000 | | 0 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| a) véhicule propre | | | | | | | | | |

| MAJ 03-01-2012 | Dépenses | Recettes | Reste à finance | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| b) véhicule traditionnel | | | 0 | | | | | | |
| **Fourgon** | 98 000 | | 100 000 | | 18 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| a) véhicule propre | | | | | | | | | |
| b) véhicule traditionnel | | | 0 | | | | | | |
| **Engins** | | | | | | | | | |
| 1 tracto-pelle | 102 000 | | 102 000 | 102 000 | | | | | |
| engins services techniques | | | | | 0 | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Divers matériels** | 128 982 | | 128 982 | 11 750 | 37 232 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Sous totaux annuels** | **756 911** | | **768 911** | **161 930** | **114 981** | **120 000** | **120 000** | **120 000** | **120 000** |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total Investissements annuels** | | | | **843 430** | **1 007 701** | **1 627 000** | **1 627 000** | **1 317 500** | **1 056 500** |
| **MONTANT CUMULE** | **14 918 684** | | | **843 430** | **1 851 131** | **3 478 131** | **5 105 131** | **6 422 631** | **7 479 131** |
| **Années** | | | | **2 015** | **2 016** | **2 017** | **2 018** | **2 019** | **2 020** |

Annexe 2

Go Pub conseil

# CONVENTION D'ASSISTANCE POUR LA MISE EN RECOUVREMENT DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE
# Ville de SAINT MARTIN DES CHAMPS

## SOMMAIRE

ARTICLE .....

1. Objet de la convention .....
2. Lieu d'exécution .....
3. Durée de la convention .....
4. Conditions d'exécution de la mission et confidentialité .....
5. Engagement des parties .....
6. Définition des prestations .....
7. Utilisation des bases données .....
8. Modalités de paiement .....
9. Périodicité des paiements .....
10. Ajustement des prix .....
11. Cession ou nantissement de créances .....
12. Clause de résiliation .....
13. Juridiction compétente .....

**Entre les soussignés :**

Commune de **Saint Martin des champs**
Adresse : **Place de la Mairie**
Représentée par: **Monsieur François HAMON**
Agissant en qualité de : **Maire**
Déclarant être dument habilité(e) et avoir tous les pouvoirs à cet effet,

Ci-après dénommée « La Collectivité »

**D'une part,**

**Et**
La SAS GO PUB CONSEIL, 1 Allée du Couedic – 56000 VANNES

SIRET : 49254006700047, SAS au capital de 8 000 euros.

Représentée par Monsieur Eric ROUSSEAU, Dirigeant.
Déclarant être dument habilité à cet effet.

Ci-après dénommée « Société GO PUB CONSEIL »

**D'autre part,**

### Article 1 – Objet de la convention

La présente Convention a pour objet la réalisation d'une mission d'assistance administrative, technique, juridique et financière, en vue de la mise en recouvrement de la Taxe sur la Publicité Extérieure (TLPE) au titre de l'année 2016.

### Article 2 – Lieu d'exécution

Les interventions réalisées par la Société GO PUB CONSEIL se produiront à l'adresse suivante : 1 Allée du Couëdic, 56000 VANNES. La Collectivité bénéficie d'une assistance téléphonique tout au long de la durée de la convention pendant les horaires d'ouverture de la société : du Lundi au Vendredi de 09 heures à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures (sauf jours fériés).

### Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de la date de signature du présent contrat jusqu'au 31 décembre 2016. Elle pourra être renouvelée à son terme pour une durée de 12 mois dans la limite de trois renouvellements, par reconduction expresse (Ordre de service de la Collectivité).

### Article 4 – Conditions d'exécution de la mission et confidentialité

La Collectivité mettra à la disposition de la Société GO PUB CONSEIL les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission. Elle facilitera tant que de besoin, l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont la Société GO PUB CONSEIL pourrait avoir besoin.

La Collectivité s'engage à transmettre dès la signature de la présente Convention, un exemplaire de la délibération instaurant la TLPE sur le territoire communal et/ou des délibérations relatives la TSA/TSE, à la Société GO PUB CONSEIL.
S'il advenait que cette dernière ne soit pas juridiquement valable, la Société GO PUB CONSEIL ne pourrait être tenue pour responsable des contestations de redevables, issues de l'application de la délibération litigieuse et se réserve le droit de modifier la présente Convention après avoir obtenu l'accord exprès de la Collectivité.

Chaque Partie, se tient au secret professionnel et à une l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elle a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Les Parties s'interdisent notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de chacune des parties y compris la présente Convention.

### Article 5 – Engagements des parties

5.1 – Engagement de la Société GO PUB CONSEIL

La Société GO PUB CONSEIL s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation intégrale des prestations escomptées, telles que définies à l'article 6 de la présente Convention, sauf cas de force majeure.
Les engagements de la société GoPubConseil devront être respectés afin de permettre une facturation de la TLPE au plus tard le 18 octobre 2016, dans l'hypothèse d'une signature de la présente convention avant le 18 février 2016 (10 mois de procédures) et donc sous réserve du respect du planning prévisionnel par la collectivité et par GoPubConseil, celui-ci étant envoyé en début de mission.

5.2 – Engagement de la Collectivité

ASSISTANCE
- Transmettre la copie des délibérations TLPE et/ou TSA/TSE.
- Retourner complétés les documents de démarrage fournis lors de la réunion de lancement du projet
- Validation et modification des différents modèles de courriers à transmettre aux redevables à chaque étapes de la procédure de mise en recouvrement.
- Impression et mise sous plis (avec envoie en lettre recommandée avec accusé de réception, aux besoins) des différents courriers à transmettre aux redevables.
- Retourner à la Société GO PUB CONSEIL, par voie postale une copie de l'ensemble des documents retournés par les assujettis à chaque étapes de la procédure de mise en recouvrement.
- Émission des titres de recettes à destination des redevables et vérification des données titrées.

### Article 6 - Définition des prestations

La mission comprend les prestations suivantes :

#### I. Lancement du projet :

- délibération de la Collectivité et/ou proposition d'une nouvelle délibération
- Accompagnement de la Collectivité lors de la déclaration a effectué auprès de la CNIL

#### II. Recensement

- Contrôle des activités taxables et des préenseignes et dispositifs publicitaires assujettis à la TLPE sur le territoire communal et vérification des dispositifs déclarés.
- Insertion des données collectées au sein des bases de données GO- Enseignes et GO- Panneaux
- Délivrance d'un mot de passe et d'un login afin de permettre l'accès à la Collectivité aux bases de données GO- Enseignes et GO- Panneaux (accès multi comptes hiérarchisés).

#### III. Assistance

Société GO PUB CONSEIL mettra à la disposition de la Collectivité différents livrables à toutes les étapes de la procédure de recouvrement détaillée ci-après.

La Société GO PUB CONSEIL s'engage à fournir à la Collectivité une assistance juridique et technique lors du déroulement de la procédure de recouvrement (conformément au décret du 11 mars 2013). La Collectivité bénéficiera également d'une assistance téléphonique pendant toute la durée de la présente Convention.

1. Envoi des formulaires de déclaration pré remplis

- Génération, des formulaires pré remplis à destination des redevables.

2. Taxation d'office

En cas de non retour du formulaire, la Société GO PUB CONSEIL assistera la Collectivité dans la mise en œuvre de la procédure de taxation d'office.

- Mise en demeure de déclarer
- Avis de taxation d'office
- Courrier de position définitive du Maire

3. Procédure de rehaussement contradictoire

En cas d'inexactitude, d'insuffisance ou d'omission dans les éléments déclarés la Société GO PUB CONSEIL assistera la Collectivité dans la mise en œuvre de la procédure de rehaussement contradictoire.

- Mise en demeure de déclarer
- Mise en demeure de se mettre en conformité avec proposition de rectification
- Courrier de position définitive du Maire

4. Médiation

Tout au long de la procédure assistance à la médiation et à la gestion des conflits avec les redevables.

5. Liquidation

La Société GO PUB CONSEIL s'engage à assister la Collectivité lors de la en mise en recouvrement de la TLPE. La Société GO PUB CONSEIL accompagnera la Collectivité lors de l'émission de titres collectifs par le biais de la procédure PESV2.

## Article 7 : Utilisation des bases de données

La Collectivité doit s'assurer qu'elle dispose du matériel technique nécessaire à l'utilisation de ce service.

La Société GO PUB CONSEIL se réserve le droit d'effectuer des opérations de maintenance et ne pourra être tenue responsable des perturbations et autres dysfonctionnements qui en résultent. Par ailleurs, la Société GO PUB CONSEIL ne pourra être tenue responsable des perturbations occasionnées par l'utilisation d'Internet (lenteurs, difficultés de connexion, retards), ni des dommages pouvant en résulter.
La société GoPubConseil devra effectuer des tests préalables afin de s'assurer de la possibilité d'intégrer la base de données TLPE 2016 pour la facturation dans le système informatique de la collectivité. Ces tests devront être réalisés au plus tard le 30 Juin 2016.

La Société GO PUB CONSEIL n'est en aucun cas propriétaire des données recueillies, elle devra les fournir à la collectivité sur demande de celle-ci. La Collectivité demeure la seule responsable de d'utilisation de ces données. Elle s'engage à effectuer auprès de la CNIL toutes les formalités de déclaration nécessaire à la détention de telles données.
Par ailleurs, en cas de résiliation de la présente Convention, la Société GO PUB CONSEIL transmettra les données recueillies, à la Collectivité, au moyen d'un fichier EXCEL, dans un délai de 90 Jours suivant la dénonciation. En revanche ces données ne pourront être utilisées par la Collectivité à d'autres fins que le recouvrement de la TLPE.

### Article 8 – Modalité de paiement

La rémunération annuelle sera un montant forfaitaire de 13 500 euros hors taxes.

La Collectivité s'engage à rémunérer la Société GO PUB CONSEIL dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations.
Les clauses traitant de la rémunération de la Société GO PUB CONSEIL resteront en vigueur jusqu'au terme de la facturation. La résiliation de la présente convention ne pourra en aucun cas affecter le droit à la rémunération de la Société GO PUB CONSEIL.

### Article 9 - Périodicité des paiements

- 35 % du montant de la facture à la signature,
- 22 % du montant de la facture à l'étape de mise en demeure de déclarer,
- 28 % du montant de la facture à l'envoie dut lot de factures N°1.
- Le solde du montant de la facture au mois de Novembre de l'année concernée.

La Collectivité s'engage à rémunérer la Société GO PUB CONSEIL dans les modalités prévues par la présente Convention.

### Article 10 – Ajustement des prix

En cas de modification notable des conditions d'exécution de la prestation, la Société GO PUB CONSEIL pourra après négociation et accord avec la Collectivité, actualiser le prix initialement défini par les parties dans la présente Convention. Cette actualisation ne pourra intervenir qu'une seule fois au cours de la mission désignée par la présente Convention. Ce prix initial pourra être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date de conclusion de la présente convention et la date de commencement d'exécution des prestations. Le calcul du prix se fera dans les conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations.

Le prix pourra être actualisé après négociation entre les parties.

### Article 11 – Cession ou nantissement de créances

Le présent contrat est délivré en unique exemplaire, en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir l'ensemble des créances résultant de celui-ci.

### Article 12 – Clause de résiliation

En cas de manquement de l'une des parties à l'une quelconque des obligations dispensées par la présente Convention, l'autre Partie pourra résilier la Convention de plein droit, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception.

### Article 13 – Juridiction compétente

La présente convention est soumise à la loi française.
Il est convenu entre les parties, qu'en cas de contestation quant à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention et ses suites, la compétence exclusive est dévolue au tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Vannes, le mardi 16 février 2016

Pour la Société GO PUB CONSEIL,

**Eric ROUSSEAU**

Agissant en qualité de **Dirigeant**

Cachet et signature :




Fait à , le

Pour la Collectivité,

Agissant en qualité de

Cachet et signature :